

(suite de la page 1) →

Caillasse sur les CRS bloquant l'accès à l'ambassade d'Israël, voitures retournées et brûlées, deux bijouteries pillées, vilcis chassés. Une vingtaine d'arrestations. Le 10, rebelote place de la Nation malgré les « Casseurs sionistes » du cortège du Hamas, et autres « *Là-bas ils veulent que nous rentrions chez nous dans le calme!* » d'un responsable des Indigènes de la République. Mais les flics, pris de court le 3, avaient là totalement bouclé la place (comme les rues tout le long de la manif), et les vilcis portaient le keffieh... rien à faire dans cette nasse. Une centaine d'arrestations. Des dizaines d'autres le 17. Et combien de comparutions immédiates, inaperçues ? Il y a toujours eu des jeunes de quartiers populaires dans le soutien aux Palestiniens, sûrement sensibles à l'oppression multiple et au racisme quotidiens subis par ces derniers. La bande de Gaza n'est-elle pas une gigantesque prison à ciel ouvert ? En janvier ces jeunes (mecs en majorité) étaient plus nombreux, et la rage s'est dirigée contre la police qui opprime les habitants des ghettos d'ici. Ces questions s'entremêlent enfin, dans la rue, en toute logique.

> Programme 13 200

Une taule, encore une, le centre de détention de Roanne inauguré le 19/01 par Rachida Dati et François Fillon. Troisième ouverture d'un vaste programme qui prévoit un nouvel établissement tous les trois mois jusqu'en 2011. 13200 nouvelles places à l'horizon. La capacité d'enfermement serait portée à 62500. Nouveauté de ce programme chargé, le partenariat public-privé : le promoteur, rémunéré pour la construction, restera propriétaire pendant 27 ans, facturant un loyer au ministère de la Justice. De quoi gaver les géants des BTP.

> Les sans-papiers enfermés à Vincennes se sont révoltés - Les inculpés ont maintenant besoin de notre soutien !

Pétition à signer sur : <http://www.educationsansfrontieres.org/?article17544> • Caisse de soutien : chèques à l'ordre de CICP - Vincennes à envoyer au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris • La mise en détention provisoire de l'un des mis en cause Moïse Diakité vient d'être prolongée encore pour quatre mois ! • Salem Souli - c'est suite à son décès par manque de soins que la révolte a éclaté en juin 2008 au CRA de Vincennes. Sa famille vient de porter plainte pour rétention d'information, homicide involontaire par manquement aux obligations de sécurité, omission de porter secours et fausses informations, atteinte à la mémoire du mort et à sa réputation ainsi qu'à celle de sa famille.

> Une prison à ciel ouvert

En Italie, 1300 personnes se sont enfuies sans violence du centre pour « primo arrivants » de l'île de Lampedusa. Les évadés ont formé un cortège et ont manifesté vers la mairie au cri de « *Liberté! Aidez-nous* ». Ils protestent contre la mise en place sur l'île d'un nouveau Centre d'identification et d'expulsion (CEI), opérationnel depuis peu, qui permet des rapatriements plus rapides. Ils seraient rentrés au centre dans la journée. Peut-être parce que l'île n'offre pas de porte de sortie et les autorités avaient fermé l'aéroport de peur d'un blocage.

En France, il y a eu un incendie au centre de rétention de Bordeaux le 19/01. On ne sait pas s'il est de source accidentelle ou criminelle. Reste que deux sans-papiers sur les douze présents sont soupçonnés d'avoir mis le feu « à des papiers ». Au centre du Mesnil-Amelot, dans la nuit du 29 au 30/01, un homme est ramené en sang, après avoir été tabassé par les flics suite à son deuxième refus d'embarquer. Une émeute s'est déclenchée. Affrontements avec les flics, incendies de chambres. Puis il a été finalement expulsé après une piqûre au valium, les flics disant vouloir l'emmener à l'hôpital.

En Grèce, 1/3 du camp de Patras a été détruit, 300 réfugiés seraient « sans abri ».

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°72 • février 2009

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Un lancé de sabot... général ?

« Sabot » est la racine du mot sabotage. Une des explications dit qu'au début du XIXe siècle les travailleurs qui voulaient un congé, ou qui voulaient lutter contre le patron pour moins d'heures de travail, pouvaient jeter un sabot dans les machines d'une usine ou d'une ferme, endommageant ainsi l'outil, et ne travaillaient plus jusqu'à ce que la machine soit réparée*. Ce n'est pas d'avoir manié un sabot, mais un mousqueton de fer, des clous, du chlorate de soude... dont sont accusés Isa, Damien, Juan, ceux de Tarnac... Ils pourraient être suspectés de sabotage, mais pourquoi de terrorisme ? Couper une autoroute, bloquer un lycée, une chaîne de production, un supermarché, un port, une gare... il n'est pas nouveau de jeter un « sabot » dans les rouages des machines étatique et économique. Si le pouvoir recourt aujourd'hui aux lois scélérates « anti-terroristes » contre de supposés ou réels sabotages, c'est qu'il subodore une nouvelle attitude de lutte, à une échelle de masse. Lors de la grève du 29 janvier, les grandes manifestations portaient une colère sourde. À St-Nazaire, après une matinée de blocage du port, des manifestants se sont affrontés aux CRS. C'était des « anarcho-autonomes » ?

Des peines de prison ferme sont tombées. Et pour ceux arrêtés place de l'Opéra à Paris, hors

des réseaux militants, quel a été le verdict des comparutions immédiates ? Le gouvernement et les directions syndicales et politiques appréhendent peut-être un sabotage collectif : une grève qui sorte des cordes. Pour le moment on en est aux escarmouches, aux tâtonnements, mais le fouet de la crise n'offre que deux alternatives : reculer et tout avaler ou avancer en sortant des rails syndicaux et institutionnels. En sachant que les combats de rue, bien qu'inévitables, sont pour l'instant assez stériles face à un Etat policier extrêmement développé. Il s'agit d'être imaginaire. Etre là où il ne s'y attend pas. Pour retrouver l'ivresse de transgresser la grisaille morne de notre vie. Nous sommes au milieu du gué.

* Wikipédia - fr.wikipedia.org

> Logique

Les manif's parisiennes de janvier contre l'attaque israélienne sur la bande de Gaza ont été particulières. Les dizaines de milliers de participants ont impressionné. L'éjection du cortège, le 24, de fachos bon teint regroupés derrière une banderole « *Front uni contre le sionisme* » a montré une réactivité bien rare. Mais surtout, la marche du 3 s'est terminée en émeute en plein quartier riche des Grands Boulevards bardés de grands magasins.

→ (suite en page 4)

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

«Vérité et Justice pour Abou Bakari Tandia» du nouveau

Une marche le 24 janvier, suivie d'une conférence de presse dans le foyer de Fauvelles a eu lieu à Courbevoie (92) pour Abou Bakari mort en 2005 suite à une GAV au commissariat de Courbevoie. La mobilisation paye, les choses s'accélérent. Le dossier médical disparu depuis 2005 réapparaît, l'histoire de caméra de surveillance en panne selon les flics ne tient plus... Suite à la marche et à de nombreux articles dans la presse, le parquet se lance dans de nouvelles contorsions pour justifier la mort d'Abou Bakari. La lutte continue.

Site : <http://abtandia.free.fr/abou/dotclear/index.php>

➤ SUR LE VIF

«Mon agression par les gendarmes»

À Charbonnières-Les Bains (69) le 29 janvier [extraits]
«...Compte tenu des massacres qui ont eu lieu à Gaza et sachant que des hommes et femmes politiques (dont le président du Sénat Mr Larcher) complices par leur silence ou leur approbation allaient venir à ce diner du CRIJF, nous avons voulu manifester notre désapprobation en petit groupe et de manière pacifique... j'ai personnellement pris le mégaphone pour expliquer que c'était une manifestation non violente... C'est alors que le calvaire commence, après m'avoir soulevé en l'air ils [les gendarmes] m'ont jeté à terre et se sont rués sur moi et m'ont littéralement lynché... à l'Hôpital Saint Joseph à Lyon où j'ai eu droit à 8 jours d'arrêt de travail et 4 jours d'ITT et au constat que j'avais une entorse cervicale, de nombreuses dermabrasions des membres et du visage, avec des atteintes de la colonne vertébrale, une épaule démontée, des douleurs et traces de coups à la tête, un nerf du bras abîmé avec la main droite insensible à moitié.» Abdelaziz Chaambi www.crifrance.com

Affrontements violents à Saint-Nazaire

Le 29 janvier, la journée de grève nationale a commencé dès le matin sur la région de Saint-Nazaire avec des blocages de marchandises sur la zone portuaire. Puis quelques 25 000 personnes ont manifesté dans le calme jusqu'à la sous-préfecture. Une section de CRS a alors déboulé par une rue adjacente en lançant des lacrymos sur les personnes rassemblées. Les manifestants dont de nombreux ouvriers encore en bleu de travail ont riposté en prenant en tenaille les CRS. Des corps-à-corps extrêmement violents ont eu lieu devant la grille de la sous-préfecture lorsqu'une section de CRS qui se trouvait à l'intérieur a tenté une sortie musclée pour secourir leurs collègues. Les affrontements se sont étendus sur plusieurs rues adjacentes et les barricades de feu ont duré plusieurs heures. Un blessé grave, le pied éclaté par une grenade offensive, des dizaines d'arrestations... Sur les quatre personnes passées en comparution immédiate après la manif, deux sont condamnés à quatre mois ferme avec maintien en détention et les deux autres à trois mois ferme sans mandat de dépôt. Extrait de : <http://juralibertaire.over-blog.com/article-27333264.html>

Oakland

Le réveillon aurait dû être un soir de fête, il sera de deuil pour la famille d'Oscar Grant, jeune homme noir de 22 ans froidement abattu par un flic. Mais ça aurait pu être très vite étouffé sans que des passants filment la scène. Sur un quai du métro d'Oakland (Californie), les flics interviennent pour une bagarre. Trois hommes sont interpellés dont Oscar, un des policiers se saisit de lui, le plaque au sol, dégainé son arme et un coup de feu retentit. Oscar décédera quelques heures plus tard. Le jour de ses funérailles, Oakland s'est embrasée toute une nuit. Des voitures incendiées, des magasins pillés, des échauffourées avec la police. Les manifestants ont demandé que justice soit faite. Plus tôt dans la journée le policier incriminé, Johannes Mehserle, a démissionné de la police sans donner d'explication sur son geste. La vidéo sur : <http://www.indybay.org/newsitems/2009/01/06/18559091.php>

Ailleurs en Europe, au Portugal, un jeune de 14 ans a été assassiné d'une balle dans la tête par un flic en service. En Allemagne, Dennis qui ne payait pas ses amendes s'enfuit lors d'un contrôle, les flics tirent 6 balles dont une le touche mortellement. En Autriche une personne frappe au couteau un flic lors d'un contrôle, ses collègues ouvrent le feu et la tue de 12 balles.

«Est-ce qu'il n'y a pas autre chose à leur opposer que la violence?»

clame une parente d'élève de Nanterre. Les faits parlent d'eux-mêmes. À Nanterre, la police a chargé, menacé et blessé les lycéens et les profs qui protestaient devant le lycée Joliot Curie contre la garde-à-vue de 3 lycéens suite à une plainte de la proviseuse. À Amiens la police intervient contre les blocus ou encore à Marseille lycée Victor Hugo, elle interpelle et menotte un élève, la proviseuse qui a appelé la police maintenant se désespère : «avant ils ne rentraient pas car c'était bloqué, maintenant ils ne rentrent pas car la police est intervenue». À Lyon, Samir est le seul à passer en jugement sur quarante interpellés lors d'une manif lycéenne, le juge considère que c'est un «casseur» et pas un manifestant, invoque son casier, ignore les nombreux témoignages de présents et le fait que la propriétaire de la voiture renversée ne demande pas de prison : il va au-delà des réquisitions du procureur en le condamnant à 8 mois fermes et 1 500 euros d'amende. Dans l'Hérault, les gendarmes entrent dans les écoles primaires pour vérifier que les profs de CM2 font bien passer des évaluations que le Ministère a commandées et contre lesquelles protestent de nombreux profs et parents ; ils demandent les noms des parents et profs occupants, aux dirlos complices. Mais malgré cela Madame on continuera à dire que «c'est bien de s'engager à leur âge», et à tout âge d'ailleurs.

C'est la crise, nous ne paierons pas

Le 31 décembre, jour de débauche consommatrice. Des personnes remettent au goût du jour une vieille tradition de lutte du mouvement des chômeurs et précaires en réquisitionnant des marchandises dans un Monoprix parisien,

comme à Rennes et Grenoble quelques jours plus tôt. Un premier groupe bloque les caisses avec des chariots bien remplis. Rejoint par les autres, un tract distribué, des slogans clamés... Le gérant sait qu'il lui sera moins coûteux de laisser passer les 13 caddies plutôt que de laisser passer le temps. Une autoréduction, parce que nous ne voulons pas payer. Nous refusons d'assister les entreprises qui s'enrichissent. Une partie des produits a été fournie aux sans-papiers de la Bourse du travail occupée et aux mal-logés du gymnase Saint Merry, et un réveillon des luttes a été organisé à la CIP-IDF. La direction du magasin a porté plainte. À suivre.

Spartan LE-40

«La toute nouvelle munition brevetée par NobelSport [fabriquant de munition de chasse, précision pour planter le décor], la balle Spartan LE-40, puise sa genèse dans les émeutes de novembre 2005 dans les banlieues françaises» (Le Télégramme 17/01/2009), comme ça les choses sont claires ! Une balle de caoutchouc creux de 40 mm de diamètre pour les « lanceur 40 » qui pourraient équiper l'armée et les forces de l'ordre. Un flashball gagnant en « efficacité », capable de « neutraliser les personnes situées à 30-50 mètres » complété d'une « aide à la visée électronique ». Quelques centaines de ces nouveaux lanceurs sont actuellement en « expérimentation ».



Dans la gueule du loup

Une manif à Barbès le 24 janvier en soutien à Isa, en préventive depuis 1 an, et tous les prisonniers de l'antiterrorisme, a été encerclée avant même d'avoir commencé par un déploiement impressionnant de flics. Ceux qui n'étaient pas pris dans la nasse ont été pris en chasse. Tout ce beau monde a pu remplir les fiches des RG. **8 personnes passent en procès le 2 mars à la 23ème chambre du TGI de Paris à 13h30, pour violences, rébellion ou jet de projectiles, et 7 autres le 6 mai pour attroupement malgré les sommations qui n'ont pas eu lieu.** Antiterrorisme toujours, la brochure « Mauvaises Intentions n°2 » vient de sortir. À lire et télécharger sur infokiosques.net.